

FÉVRIER 2016



n° 31

La lettre de Chantal GUITTET

sommaire

- Edito 2
- Mes travaux parlementaires 3
- Mes missions à l'international 4
- Mon action sur le territoire 5 à 7
- Mon agenda 7



Contenus
interactifs



*Défendre notre territoire,
c'est soutenir
l'économie maritime !*





Aquaculture, conchyliculture, pêche, transport maritime, activité portuaire, sécurité maritime, énergies marines renouvelables : ces activités emploient plus de 340 000 personnes dans notre pays dont près de 60 000 en Bretagne. Ce secteur représente un chiffre d'affaires de plus de 70 milliards.

Chercher des solutions d'avenir qui tirent profit de notre façade maritime, du potentiel des secteurs de l'économie maritime, c'est l'ambition de la loi sur l'économie bleue que nous avons votée.

Ce texte a un double objectif : **améliorer la compétitivité des entreprises françaises et favoriser l'employabilité des gens de mer.**

La simplification des procédures est l'une des conditions de **l'attractivité du pavillon français.**

Elle revêt plusieurs formes : allègement de la procédure de jaugeage, création d'un document d'identification unique ou réforme du rôle d'équipage via la création du permis d'armement.

La loi propose des mesures concrètes de **lutte contre la concurrence déloyale pour améliorer l'employabilité** des gens de mer et renforcer leur protection.

Ce texte reconnaît **l'aquaculture et la conchyliculture comme un secteur d'activité à part entière et tend à renforcer sa visibilité. La gestion intégrée des zones côtières** est un cadre intéressant pour la planification de l'espace maritime et pour accompagner les acteurs de la filière dans le respect de l'environnement.

Je me réjouis des dispositions prises pour assurer les projets d'énergie marine renouvelable, renforcer la protection des ressources conchylicoles et mieux prendre en compte les risques de submersion marine.

La création **d'un fonds d'indemnisation des pertes**, liées notamment aux incidents environnementaux, est une avancée **pour le secteur de la pêche.**

Cette loi ouvre de nouvelles possibilités. Elle est une chance pour notre économie et répond à la volonté de mettre en place une stratégie nationale de la mer et des littoraux.

L'ÉCONOMIE BLEUE : SOURCE DE CROISSANCE EN BRETAGNE

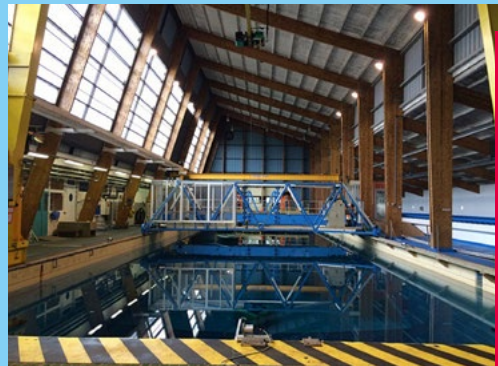
Les filières émergentes (énergies Marines Renouvelables, coproduits de la mer, algues, biotechnologies) représentent 37 000 emplois et 630 entreprises.

Une croissance moyenne de plus de 5% par an est envisageable, avec 2000 emplois potentiels environ.



L'hydrolienne immergée au large d'Ouessant produit 20% des besoins énergétiques de l'île. Hydroliennes, éoliennes et houlomoteurs pourraient satisfaire le besoin électrique du Finistère.

Avec son tissu industriel et son activité portuaire, notre territoire a les compétences d'un tel projet !



■ Bassin d'essai de l'Ifrémer à Brest

Chantal Guittet

28 rue du Général de Gaulle

29260 LESNEVEN

Tél. 02 98 00 99 81

Fax : 02 98 00 11 26

contact@chantalguittet29.fr

www.chantalguittet29.fr

COLLABORATEURS

■ Administration générale :

Christine Kermarec

■ Demandes individuelles

et institutionnelles :

Marion Maury Finetti

(syndicats, associations, collectivités).

■ Travaux législatifs à Paris :

Pauline Spinazze

Crédits photos :

© Assemblée Nationale 2015, UIP-2015.

Création, conception :

Le Piment Graphique - 02 98 27 16 88

www.lepimentgraphique.fr

MES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

AGRICULTURE



Audition du Ministre Stéphane Le Foll sur la crise agricole et l'étiquetage obligatoire de l'origine des viandes dans les produits transformés.

👉 Nous, les Députés socialistes bretons, avons fait **des propositions pour l'élevage**.

👉 Lire mon article sur **le plan pour la filière porcine en Bretagne**.

LE SAUVETAGE EN MER

J'ai débuté les auditions, dans le cadre de ma mission sur la SNSM.

L'EMPLOI

J'ai voté **POUR** la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée.

LA PÊCHE



J'ai été rapporteure sur le projet de loi (n°3147) visant à **prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée**

ECONOMIE BLEUE

Proposition de loi : j'ai cosigné un **amendement donnant des moyens**

d'existence pérennes aux associations qui accueillent, dans les centres dédiés, **les marins de commerce en escale**. Il a été adopté.

PROTECTION DE LA NATION



Le projet de loi constitutionnelle : j'ai voté **CONTRE** la **déchéance de nationalité**. Cette mesure me paraît à la fois inefficace contre le terrorisme et en opposition avec un des droits les plus fondamentaux de l'homme, celui de posséder une nationalité. Transformer un Français en apatride, c'est rompre avec la déclaration universelle des droits de l'homme. Alternativement, réserver cette mesure aux binationaux, c'est les stigmatiser et leur réserver une nationalité de « second rang » ce qui ne me semble pas acceptable.

MES MISSIONS À L'INTERNATIONAL

LUTTE CONTRE les discriminations faites aux femmes

Devant le réseau des femmes parlementaires des pays Francophones, j'ai présenté la suite de mon travail sur **les discriminations faites aux femmes dans les pays de la Francophonie**. Lors de cette session, je me suis concentrée sur les questions de **la transmission de la propriété et de l'héritage**. Nos échanges sur ces questions, entre parlementaires femmes, sont essentiels pour faire reculer dans la loi les discriminations dans toute la Francophonie !



■ Session du Réseau des femmes parlementaires de l'APF à Tanger - Maroc

Session sur LE PROBLÈME MONDIAL DE LA DROGUE

Le bilan et le **renforcement de la riposte mondiale contre le trafic de drogue** était au cœur de notre travail d'audition parlementaire à l'ONU. Réflexion sur **l'efficacité des moyens mis en œuvre dans la communauté mondiale** : législation répressive, traitements et soins aux consommateurs de drogue, lutte contre la production et le trafic de drogue, réglementation de l'usage médical des opiacés...



■ A l'ONU (New-York), les membres de la Délégation française de l'union interparlementaire

Parallèlement, avec Monsieur Laborde, Directeur de l'Equipe spéciale de la lutte contre le terrorisme de l'ONU, j'ai poursuivi mon travail sur **les moyens d'accentuer la coopération des parlements dans la lutte contre le terrorisme**. Je présenterai fin mars une série de mesures dans une résolution que je présenterai devant l'Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP).

CIRCONSCRIPTION & TERRITOIRE

LE SAUVETAGE EN MER : Trouver des ressources pérennes

En tant que qu'élu finistérienne, je suis particulièrement attachée à la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM), à tous ces bénévoles qui donnent beaucoup de leur temps pour assurer avec un grand professionnalisme le secours en mer.

Il est aujourd'hui indispensable de **trouver des ressources financières solides pour permettre à la SNSM de continuer à moderniser sa flotte et à former ses bénévoles.**



■ Station SNSM de Plouguerneau, soirée conviviale

Les collectivités territoriales, contributrices, sont aujourd'hui sous contrainte budgétaire et le risque de désengagement existe. Les legs, autres ressources de la SNSM, ont aussi beaucoup diminué ces trois dernières années.

Le gouvernement a renouvelé son soutien exceptionnel à la SNSM, pour la deuxième année consécutive, en lui attribuant une subvention de 1,4 millions d'euros.

Parallèlement, le Premier Ministre m'a confié une mission portant sur la pérennisation du modèle de la Société Nationale de Sauvetage en Mer.

Il m'a chargée de travailler sur **le renforcement des ressources issues du secteur privé** (par exemple le mécénat entrepreneurial), la fiscalité, **l'élargissement de la base des collectivités territoriales contributrices** et l'organisation de la **formation des sauveteurs.**

Je rendrai mon rapport au premier ministre avec mes différentes préconisations au début du mois de juillet.

J'AI POSÉ MES QUESTIONS au gouvernement sur :



Les droits des salariés des SPIC rattachés à un établissement public intercommunal, type communauté de communes .



Les difficultés de trésorerie des ateliers et chantiers d'insertion (ACI).

LE GOUVERNEMENT a répondu à mes questions sur :



La situation des retraités non imposables et l'avantage fiscal sur l'emploi d'un salarié à domicile.

CIRCONSCRIPTION & TERRITOIRE

J'AI RENCONTRÉ, sur le terrain avec mon équipe :

Des acteurs institutionnels



■ Echanges sur la crise de l'agriculture avec Monsieur Priser à Plougar



■ Assemblée générale des riverains de la BAN de Landivisiau

■ Les équipes municipales de Plougar et Landivisiau, lors de visites de circonscription.

■ Monsieur Bouchier, sous-préfet de Brest nouvellement nommé.

■ Madame Le Bihan, adjointe au Maire de Lesneven et Monsieur Gakière sur l'accessibilité des locaux aux personnes en situation de handicap.

Des acteurs économiques et sociaux



■ A l'entreprise COAXIAL à Landivisiau

■ Les salariés et la direction de l'entreprise COAXIAL à Landivisiau.

■ Les salariés et la direction de l'entreprise PICHON à Landivisiau.

■ Les membres de la station SNSM de Plouguerneau. Les exploitants agricoles, messieurs Picart et Priser à Plougar.

■ Un infirmier anesthésiste pour évoquer le statut de la profession.

CIRCONSCRIPTION & TERRITOIRE

Des acteurs associatifs et des habitants

- L'association des riverains de la BAN de Landivisiau, lors de leur assemblée générale



- Les membres des associations Toutes Voiles Kerrhores, Maison des Kerrhores, club de judo du Relecq-Kerhuon et Collège Diwan du Relecq-Kerhuon.



- M. BUREL, Président et des membres du bureau de l'ADAPEI 29. Travail sur l'accompagnement du handicap.



- Monsieur HIRRIEN, Président de STUMDI, Centre de Formation à la langue bretonne et Monsieur HUGUEN, président de DIVSKOUARN. Echange sur les langues régionales, avec les associations.
- M. Guillou, Président de SOS Familles Emmaus, Président de la commission de surendettement du Nord Finistère

Mon AGENDA

- Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias.
- Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les atteintes graves à la sécurité publique, contre le terrorisme et contre la fraude dans les transports publics de voyageurs.
- Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé.
- Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.
- Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.